

La Chine publie un rapport sur les innombrables violations des droits de l'homme aux États-Unis



[Source : lagazetteducitoyen via SOTT]

Note de La Gazette du Citoyen : Ce que dit le rapport de la Chine sur les violations des droits de l'homme aux États-Unis est très pertinent et s'appuie sur des rapports de nombreux médias et organismes non gouvernementaux américains.

[NDLR Il y aurait des rapprochements à faire avec la situation en France et même avec celle au Canada – avec notamment le mouvement pour la Liberté durement réprimé par Trudeau.]

Par Xinhua le 28 mars 2023

La Chine a publié mardi le « Rapport sur les violations des droits de l'homme aux États-Unis en 2022 ».

Voici le texte intégral du rapport :

Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine

Mars 2023

Contenu

Avant-propos

I. Système de protection des droits civils dysfonctionnel

II. Démocratie électorale à l'américaine évidée

III. Croissance de la discrimination et des inégalités raciales

IV. Aggravation de la crise de subsistance parmi les sous-classes américaines

V. Régression historique des droits des femmes et des enfants

VI. Violation des droits de l'homme d'autres pays et piétinement de la justice

Avant-propos

L'année 2022 a été marquée par un revers historique pour les droits de l'homme aux États-Unis. Aux États-Unis, un pays se qualifiant de

« défenseur des droits de l'homme », les « maladies chroniques » telles que la politique monétaire, la discrimination raciale, la violence armée et policière et la polarisation des richesses sévissent. La législation et la justice en matière de droits de l'homme ont connu une régression extrême, sapant davantage les droits et libertés fondamentaux du peuple américain.

Le gouvernement américain a considérablement assoupli le contrôle des armes à feu, ce qui a entraîné un nombre élevé de morts dues à la violence armée. La décision de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Bruen en 2022 est devenue une régression historique dans le domaine du contrôle des armes à feu aux États-Unis. Près de la moitié des États américains ont assoupli les restrictions sur les armes à feu. Les États-Unis sont en tête du monde en matière de possession d'armes à feu, d'homicides par armes à feu et de fusillades de masse, avec plus de 80 000 personnes tuées ou blessées par la violence armée en 2022. C'est la troisième année consécutive où les États-Unis connaissent plus de 600 fusillades de masse. La violence armée est devenue une « maladie américaine ».

Dernièrement, les élections de mi-mandat sont devenues les plus chères aux États-Unis et la démocratie à l'américaine a perdu son soutien populaire. Le coût des élections aux États-Unis a de nouveau grimpé en flèche, les dépenses cumulées des élections de mi-mandat de 2022 dépassant plus de 16,7 milliards de dollars américains. Les dons politiques des milliardaires représentaient 15 % du total fédéral, contre 11 % lors du cycle électoral de 2020. Les dons « d'argent noir » manipulent furtivement les élections américaines, et la polarisation politique ainsi que la fragmentation sociale empêchent le pays de parvenir à un consensus démocratique. Aujourd'hui, 69 % des Américains estiment que leur démocratie est « menacée d'effondrement » et 86 % des électeurs américains affirmant qu'elle fait face à des « menaces très sérieuses ».

Le racisme est en hausse et les minorités ethniques souffrent d'une discrimination généralisée. Les crimes haineux fondés sur des préjugés raciaux aux États-Unis ont considérablement augmenté entre 2020 et 2022. Le massacre raciste dans un supermarché de Buffalo, avec la mort de 10 Afro-Américains, a choqué le monde. Au total, 81 % des Américains d'origine asiatique déclarent que la violence contre les communautés asiatiques est en augmentation. Les Afro-Américains sont 2,78 fois plus susceptibles d'être tués par la police que les Blancs. Les souffrances causées par le génocide et l'assimilation culturelle pris par le gouvernement américain contre les Indiens et autres aborigènes dans l'histoire persistent encore aujourd'hui.

L'espérance de vie a chuté et les décès dus à la toxicomanie continuent d'augmenter. Selon un rapport publié en août 2022 par le National Center for Health Statistics des Centers for Disease Control and Prevention des États-

Unis, l'espérance de vie moyenne aux États-Unis a chuté de 2,7 ans de 2019 à 2021 et est passée à 76,1 ans, le plus bas depuis 1996. Des groupes et des politiciens échangent le pouvoir contre de l'argent, ce qui permet à l'abus de drogues et de substances dangereuses de prospérer. Le nombre d'Américains qui meurent d'abus de drogues et de substances dangereuses a considérablement augmenté ces dernières années, pour atteindre plus de 100 000 par an. La toxicomanie est devenue l'une des crises de santé publique les plus dévastatrices aux États-Unis.

Les femmes ont perdu les protections constitutionnelles contre l'avortement et le cadre de vie des enfants est préoccupant. La décision de la Cour suprême des États-Unis annulant Roe v. Wade (NDT L'arrêt historique rendu par la Cour suprême des États-Unis en 1973 qui protégeait le droit des femmes à avorter) a mis fin au droit des femmes à l'avortement protégé par la Constitution américaine depuis près de 50 ans, ce qui porte un coup dur aux droits humains des femmes et à l'égalité des sexes. En 2022, plus de 5800 enfants de moins de 18 ans ont été blessés ou tués par balle aux États-Unis, et le nombre de fusillades dans les écoles s'est élevé à 302, le plus élevé depuis 1970. Le taux de pauvreté des enfants aux États-Unis est passé de 12,1 % en décembre 2021 à 16,6 % en mai 2022, avec 3,3 millions d'enfants supplémentaires vivant dans la pauvreté. Les États-Unis ont connu une augmentation de près de 70 % des violations du travail des enfants depuis 2018,

L'abus de la force et les sanctions unilatérales des États-Unis ont créé des catastrophes humanitaires. Depuis le début du XXI^e siècle, les États-Unis ont mené des opérations militaires dans 85 pays au nom de « l'antiterrorisme », qui ont directement coûté la vie à au moins 929 000 civils et déplacé 38 millions de personnes. Les États-Unis ont imposé plus de sanctions unilatérales que tout autre pays au monde, et ils ont toujours des sanctions en place contre plus de 20 pays, ce qui empêche les pays ciblés de fournir des aliments et des médicaments de base à leur population. La question de l'immigration est devenue un outil de lutte partisane, et des mystifications sur l'immigration ont été mises en scène à grande échelle, favorisant une xénophobie extrême et un traitement cruel vis-à-vis des immigrés. Il y a eu un record de près de 2,4 millions d'arrestations de migrants à la frontière du pays en 2022.

Les États-Unis, fondés sur le colonialisme, l'esclavage raciste et l'inégalité dans le travail, la possession et la distribution, se sont encore enfoncé plus bas dans un bourbier d'échec du système, de déficits de gouvernance, de fracture raciale et de troubles sociaux ces dernières années sous l'interaction de son modèle de distribution économique polarisé, les conflits raciaux dominaient le modèle social et les groupes d'intérêts du capital contrôlaient le modèle politique.

Les politiciens américains, servant les intérêts des oligarques, ont progressivement perdu leur volonté subjective et leur capacité objective à répondre aux demandes fondamentales des gens ordinaires et à défendre les droits fondamentaux des citoyens ordinaires, et n'ont pas réussi à résoudre

leurs propres problèmes structurels des droits de l'homme. Au lieu de cela, ils utilisent unilatéralement les droits de l'homme comme une arme pour attaquer d'autres pays, créant la confrontation, la division et le chaos au sein de la communauté internationale, et sont ainsi devenus un obstacle au développement mondial des droits de l'homme.

I. Système de protection des droits civils dysfonctionnel

Les États-Unis sont un pays caractérisé par une violence extrême, où les gens sont menacés à la fois par des crimes violents et des forces de l'ordre violentes, et la sécurité des citoyens est loin d'être garantie. Les prisons sont surpeuplées et sont devenues un établissement d'esclavage moderne où le travail forcé et l'exploitation sexuelle sont monnaie courante. Les libertés et droits civils autoproclamés de l'Amérique sont devenus un vain discours.

La collusion entre politiciens et entreprises paralyse le programme de contrôle des armes à feu.

Les groupes d'intérêt américains pour les armes à feu ont monté un puissant lobbying politique pour leurs propres intérêts. Au mépris de l'opinion publique, le gouvernement a considérablement assoupli le contrôle des armes à feu, permettant le port d'armes dans des lieux publics bondés tels que les hôpitaux, les écoles, les bars et les stades. Le 3 juillet 2022, Bloomberg News a rapporté que la décision de la Cour suprême des États-Unis dans « l'affaire Bruen » du 23 juin avait annulé la législation d'un demi-siècle sur le contrôle des armes à feu à New York et dans six autres États. Les résidents de ces États ont été autorisés à porter des armes à feu à condition qu'elles soient dissimulées, un pas en arrière historique dans le domaine du contrôle des armes à feu aux États-Unis. Le New York Times a rapporté le 28 octobre, 2022 qu'un tribunal fédéral du Texas a statué qu'une loi d'État interdisant aux adultes de moins de 21 ans de porter des armes de poing était inconstitutionnelle. Près de la moitié des États américains ont désormais assoupli les restrictions sur les armes à feu. « Le pays a évolué dans son ensemble, au cours des deux ou trois dernières décennies, très clairement et de manière spectaculaire vers un assouplissement des lois sur le port d'armes », a déclaré Ali Rowhani-Rahbar, professeur à l'Université de Washington. Le livre de la chercheuse américaine Pamela Haag « The Gunning of America: Business and the Making of American Gun Culture » souligne que les armes à feu aux États-Unis sont une chaîne industrielle qui « commence par la chaîne de production et se termine par la mort des victimes ». « La tragédie de la violence armée en Amérique a ses racines dans le commerce séculier des armes à feu ».

La violence armée augmente parallèlement à la possession d'armes.

Une étude publiée dans le British Medical Journal suggère que l'assouplissement du contrôle des armes à feu aux États-Unis a conduit à une

augmentation simultanée de la possession d'armes à feu et des fusillades de masse. Avec moins de 5 % de la population mondiale, les États-Unis possèdent 46 % des armes civiles du monde. Les États-Unis sont en tête du monde en matière de possession d'armes à feu, d'homicides par armes à feu et de fusillades de masse. Selon le site Web Gun Violence Archive, le nombre de fusillades de masse aux États-Unis a considérablement augmenté ces dernières années. En 2022, la violence armée a tué 43 341 personnes et en a blessé 37 763 autres, et 636 fusillades de masse ont eu lieu aux États-Unis, soit une moyenne de deux par jour. Le taux d'homicides par arme à feu aux États-Unis est huit fois supérieur à celui du Canada, 13 fois supérieur à celui de la France, et 23 fois supérieur à celui de l'Australie. Dans un article d'opinion publié le 25 juin 2022, The Australian a déclaré que les États-Unis « sont un pays presque défini par l'ultra-violence, dans ses médias et dans ses rues ». La violence armée est devenue une « maladie américaine ».

Les crimes majeurs tels que les meurtres et les vols qualifiés continuent d'augmenter.

Le journal USA Today a rapporté le 11 septembre 2022 qu'au premier semestre 2022, les homicides dans les villes membres de la Major Cities Chiefs Association (MCCA) ont augmenté de 50 % et les voies de fait graves d'environ 36 % par rapport à la même période en 2019. Le Wall Street Journal a rapporté le 6 septembre 2022 qu'en septembre 2022, le taux d'homicides à La Nouvelle-Orléans avait augmenté de 141 %, les fusillades de 100 %, les détournements de voiture de 210 % et les vols à main armée de 25 %, par rapport aux mêmes périodes en 2019. Selon un rapport du Council On Criminal Justice du 28 juillet 2022, au premier semestre 2022, les vols ont augmenté de 20 % dans les grandes villes américaines. Fox News a rapporté le 7 juillet 2022 que depuis juin 2021, la criminalité globale à New York a augmenté de 31 %, les vols qualifiés de 41 %, les cambriolages de près de 34 % et les victimes d'agressions criminelles ont augmenté d'environ 1000 par trimestre. Selon un rapport de CNN du 8 juin 2022, 72 % des Américains n'étaient pas satisfaits des politiques du pays en matière de réduction ou de contrôle de la criminalité, et plus d'Américains ont déclaré qu'ils s'inquiétaient beaucoup ou assez de la criminalité et de la violence.

La violence policière s'aggrave.

En 2022, un record de 1239 personnes sont décédées des suites de violences policières aux États-Unis, selon le site Mapping Police Violence. Au cours de l'année, il n'y a eu que 10 jours où aucun meurtre policier n'a eu lieu. La plupart des meurtres commis par la police se produisent lors de l'application de la loi de routine, comme les contrôles d'arrêt ou lors de crimes non violents. La police est rarement accusée d'avoir fait un usage excessif de la force. Dans les meurtres commis par la police entre 2013 et 2022, 98,1 % des policiers impliqués n'ont pas été inculpés d'un crime. Le 27 juin 2022, la police d'Akron, dans l'Ohio, a abattu de plus de 90 balles Jayland Walker, un Afro-Américain non armé de 25 ans. Selon un rapport médical préliminaire, Walker avait plus de 60 blessures sur son corps. Il s'agissait de la troisième fusillade policière à Akron entre décembre 2021 et juin 2022.

La vie et la santé des prisonniers sont menacées.

Les États-Unis ont le taux d'incarcération le plus élevé au monde et les conditions de détention sont terribles. Selon un rapport du Guardian du

1er octobre 2022, près de 500 personnes sur 100 000 étaient incarcérées aux États-Unis, soit environ cinq fois plus qu'en Grande-Bretagne, six fois plus qu'au Canada et neuf fois plus qu'en Allemagne. Selon un article publié par l'organisation The Fair Justice Initiative le 25 avril 2022, les détenus des prisons du Mississippi étaient détenus dans des cellules sombres sans lumière ni eau potable, et la température ambiante était souvent extrêmement chaude. Le Chicago Sun-Times a rapporté le 19 février 2022 que les cellules de la prison de Joliet dans l'Illinois étaient infestées de rats, et que de la nourriture pourrie et des eaux usées brutes débordaient dans les espaces communs. La vie des prisonniers n'est pas garantie. Selon une étude publiée en octobre 2022 dans Prison Legal News, une publication sur les droits des détenus, une pénurie de gardiens et des infrastructures inadéquates dans le système pénitentiaire de l'Alabama ont entraîné des taux élevés de violence et de décès parmi les détenus. Il y a eu 39 décès au cours des huit premiers mois de 2022, dont 30 non naturels.

Les prisons sont devenues des lieux d'esclavage moderne.

Selon un rapport publié conjointement par la faculté de droit de l'Université de Chicago et l'American Civil Liberties Union le 16 juin 2022, les États-Unis incarcèrent plus de 1,2 million de personnes dans des prisons d'État et fédérales. Parmi elles, environ 800 000 ont été engagées dans le travail forcé, ce qui représente 65 % du nombre total de prisonniers. Plus de 76 % des prisonniers interrogés ont déclaré qu'ils seraient punis d'isolement cellulaire, sans atténuation et sans droit de visite de la famille s'ils refusaient de travailler. Les travailleurs incarcérés ont été contraints de fournir des services de restauration, de blanchisserie et d'autres opérations, mais ils ont peu de droits et de protections, selon un rapport de la Prison Policy Initiative du 14 mars 2022. En outre, les travailleurs incarcérés gagnent généralement peu ou pas de salaire du tout,

L'intolérance religieuse s'intensifie.

Selon les statistiques sur les crimes de haine pour 2021 publiées par le Federal Bureau of Investigation le 15 décembre 2022, un total de 1005 crimes de haine religieux ont été signalés aux États-Unis en 2021, dont 31,9 % étaient des incidents antisémites, 21,3 % étaient des incidents anti-sikhs, 9,5 % étaient des incidents anti-islamiques, 6,1 % étaient des incidents anti-catholiques et 6,5 % étaient des incidents anti-orthodoxes.

L'intolérance à l'Islam aux États-Unis s'est intensifiée et les musulmans sont sévèrement discriminés, selon un rapport publié par le Conseil des relations américano-islamiques en 2022. En 2021, le Conseil des relations américano-islamiques a reçu 6720 plaintes, une augmentation de 28 % par rapport à 2020 ; 679 plaintes concernant les forces de l'ordre et le gouvernement, soit une augmentation de 35 % par rapport à 2020 ; 1298

incidents de discrimination sur les lieux de travail et dans les lieux publics, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2020. Le Middle East Eye a rapporté le 23 août 2022 qu'une étude a montré que les musulmans sont cinq fois plus susceptibles d'être victimes de harcèlement policier en raison de leur religion par rapport à ceux d'autres confessions.

II. Démocratie électorale à l'américaine évidée

Les dons politiques ont fait des élections américaines un jeu pour les riches, l'aliénation de la politique bipartite s'est transformée en politique polarisée et la démocratie américaine perd son fondement dans le soutien public. L'ancien président américain Jimmy Carter a déclaré un jour que la corruption politique avait entaché le système politique américain. « C'est juste une oligarchie avec des pots-de-vin politiques illimités pour obtenir les nominations à la présidence ou pour élire le président », a déclaré Carter.

L'argent des élections a établi un nouveau record.

Les élections américaines sont au cœur de sa démocratie, alimentées par l'argent. Les coûts électoraux ont grimpé en flèche depuis la levée des limites de dons en 2010 et à nouveau en 2014. Selon une analyse publiée par OpenSecrets, le coût total des élections fédérales et étatiques de mi-mandat de 2022 était de près de 17 milliards de dollars, l'élection la plus chère de l'histoire. Les candidats fédéraux et les comités politiques ont dépensé 8,9 milliards de dollars, tandis que les candidats des États, les comités de parti et les comités de mesure du scrutin ont dépensé 7,8 milliards de dollars, ce qui a établi des records de tous les temps. CNN a rapporté le 8 décembre 2022 que les cinq courses au Sénat les plus chères de 2022 ont vu près de 1,3 milliard de dollars de dépenses lors des élections primaires et générales. En tête est la course au Sénat de Pennsylvanie.

Les dons politiques créent une oligarchie.

La politique américaine a été prise en otage par le capital et il existe une relation « argent-rendement » stable. « Du peuple, par le peuple, pour le peuple » est devenu « du 1 %, par le 1 % et pour le 1 % », comme le dit le slogan du mouvement Occupy Wall Street : « Nous sommes les 99 %, mais contrôlé par le 1 pour cent ». Helene Landemore, théoricienne politique à l'université de Yale, a écrit dans un article publié par le magazine Foreign Policy en décembre 2021 que la démocratie américaine manque de « pouvoir du peuple » et que seuls les très riches, une très petite partie de la population, peuvent utiliser leur statut économique très élevé pour faire pression en faveur d'un ensemble de priorités politiques qui se servent elles-mêmes.

« Les milliardaires américains ont dépensé 880 millions de dollars pour les élections à la fin octobre, le total final approchant probablement le chiffre astronomique d'un milliard de dollars. C'est une somme d'argent qui change la donne et qui a sans aucun doute influencé les résultats électoraux que nous

voyons maintenant ». Le magazine Fortune a écrit le 9 décembre 2022 dans un rapport intitulé « Les milliardaires avaient 1000 milliards de dollars supplémentaires pour influencer les élections de mi-mandat. Sauvez la démocratie américaine en taxant l'extrême richesse ».

La richesse des milliardaires a, comme l'a dit le directeur exécutif d'Americans for Tax Fairness, Frank Clemente, « noyé notre démocratie », d'après le magazine. Les milliardaires représentaient 15 % de tous les dons politiques fédéraux détaillés du 1er janvier 2021 au 30 septembre 2022, contre 11 % lors du cycle électoral de 2020, a rapporté Reuters le 9 novembre 2022, ajoutant que le financier George Soros était le principal donateur individuel, dépensant plus de 128 millions de dollars pour soutenir les campagnes démocrates. Avec des ploutocrates utilisant leur argent pour contrôler le résultat des élections, les élections américaines sont de plus en plus en décalage avec la nature de la démocratie.

Les dons d'argent noir manipulent secrètement la direction des élections. L'argent noir a influencé de manière invisible les élections américaines. Le Brennan Center for Justice a rapporté le 16 novembre 2022 que quatre groupes d'argent noir alignés sur les partis ont injecté près de 300 millions de dollars dans ce cycle électoral en donnant à des super comités d'action politique (PAC) frères ou en achetant des publicités intelligemment formulées. Il y a des centaines d'autres groupes politiquement actifs qui versent de l'argent secret dans les élections.

Un milliardaire a secrètement transféré 1,6 milliard de dollars à un groupe politique républicain, le plus grand don de plaidoyer politique connu de l'histoire américaine, selon un rapport intitulé « Des milliards en argent noir influencent la politique américaine » par le Guardian le 29 août 2022. Rien qu'en 2020, plus d'un milliard de dollars d'argent noir ont afflué autour de règles de divulgation faibles et dans les élections américaines. À l'approche des élections de 2022, la situation s'est aggravée. Les principaux Super PAC du Sénat et de la Chambre des deux partis sont tous financés par des groupes anonymes d'argent noir qui ne sont pas tenus de divulguer leurs donateurs. L'argent noir a secrètement capturé les partis politiques et le gouvernement américains, et la majorité des électeurs sont devenus les outils des jeux politiques.

Tactiques multiples et manipulation des résultats des élections.

De nombreux Américains ont complètement abandonné l'idée d'égalité, et ce sont souvent ces personnes qui rejettent l'idée d'égalité qui établissent les règles que les autres doivent suivre, a déclaré JR Pole dans son livre intitulé « The Pursuit of Equality in American History ». Des lois restreignant l'éligibilité des électeurs au vote sont fréquemment introduites. Selon l'étude publiée par le Brennan Center for Justice le 26 mai 2022, 18 États ont adopté 34 lois restrictives en 2021. Pour la session législative de 2022, les législateurs de 39 États ont examiné au moins 393 projets de loi restrictifs, qui ont touché de manière

disproportionnée les électeurs de couleur en mettant en place une série d'obstacles au vote. Jusqu'à 200 000 électeurs pourraient risquer de voir leur inscription annulée après que l'Arizona ait promulgué une loi réglementant la fourniture d'une preuve documentaire de citoyenneté pour l'inscription des électeurs. Le 4 août 2022, l'Organisation mondiale contre la haine et l'extrémisme a publié un rapport intitulé « Les craintes des Américains supprimant la participation à la démocratie », selon lequel 40 % des Noirs et 37 % des Hispaniques craignaient de se voir refuser la possibilité de participer à un scrutin. Des lois strictes sur l'éligibilité au vote ont empêché près de 16 % de la population noire en âge de voter du Mississippi de le faire. Le Mississippi a l'une des plus fortes concentrations de Noirs du pays, mais n'a pas élu de Noir à un poste dans tout l'État depuis plus d'un siècle, a rapporté The Guardian sur son site Web.

Les élections américaines s'accompagnent de violence et d'intimidation. L'histoire politique des États-Unis n'a pas été exempte de violence et de terreur. Historiquement, des groupes tels que le célèbre Ku Klux Klan ont empêché les Afro-Américains de voter par des violences telles que des passages à tabac, des lynchages et des assassinats, créant un sentiment de peur qui perdure encore aujourd'hui.

Les électeurs pourraient être intimidés face aux urnes et au-delà par des acteurs justiciers, a déclaré le Brennan Center for Justice dans un rapport publié le 28 octobre 2022, ajoutant qu'en Arizona, des groupes d'extrême droite ont recruté des volontaires pour surveiller les urnes, certains d'entre eux se présentant souvent armés et en tenue camouflée.

Le Projet mondial contre la haine et l'extrémisme a déclaré dans un rapport du 4 août 2022 qu'il y avait un sentiment croissant de peur parmi les Américains, les minorités étant particulièrement préoccupées par la sécurité lors de leur accès aux urnes et les électeurs généralement préoccupés par la sécurité dans les bureaux de vote. Dans l'ensemble, 63 % des personnes interrogées se sont dites « très inquiètes » de la violence, du harcèlement et de l'intimidation qui se produisent dans leur bureau de vote. L'ombre psychologique du lynchage et l'atmosphère de peur sont devenues un grand obstacle pour les électeurs dans l'exercice de leur droit de vote.

La politique bipartite est devenue polarisée.

La polarisation politique, en particulier la polarisation de la politique bipartite, a été l'une des caractéristiques les plus frappantes de la politique américaine au cours des trois dernières décennies. L'élargissement du fossé idéologique et de l'opposition entre le Parti démocrate et le Parti républicain a augmenté la déchirure de la société américaine et conduit à l'immobilisme de la politique américaine.

Environ 28 % des Américains ont cité « l'extrémisme politique ou la polarisation » comme l'un des problèmes les plus importants auxquels le pays est confronté, selon une enquête du tracker de sondage américain

FiveThirtyEight faite le 14 juin 2022, ajoutant que 64 % ont déclaré qu'ils estimaient que la polarisation politique était principalement portée par les élites politiques et sociales.

Selon un rapport de NBC NEWS du 23 octobre 2022, 81 % des démocrates ont déclaré qu'ils pensaient que l'agenda du Parti républicain constituait une menace qui, s'il n'était pas arrêté, détruirait l'Amérique, tandis que 79 % des républicains pensent la même chose de l'agenda du Parti démocrate. Soixante et onze pour cent des électeurs ont déclaré que le pays se dirigeait dans la mauvaise direction. « Il semble que les électeurs ne recherchent plus un contrat avec l'Amérique. Ils veulent divorcer », a déclaré le sondeur démocrate Jeff Horwitt de Hart Research Associates.

La polarisation politique et les divisions sociales ont rendu difficile l'obtention d'un consensus démocratique, et la farce électorale ainsi que le chaos post-électoral sont devenus des caractéristiques importantes de la politique américaine. La polarisation des conflits entre les partis et la rivalité vicieuse a conduit à l'effondrement de la confiance politique et a provoqué une grave crise de gouvernance aux États-Unis, ont écrit Marc J. Hetherington, professeur de sciences politiques à l'Université Vanderbilt, et Thomas J. Rudolph, professeur de sciences politiques à l'Université de l'Illinois, dans leur livre intitulé « Why Washington Won't Work: Polarization, Political Trust, and the Governor Crisis ».

Les fonctionnaires du gouvernement profitent de leur poste pour leur profit personnel. Les politiciens de haut niveau peuvent avoir accès à l'avance à de nombreuses informations sensibles qui pourraient leur permettre de réaliser des profits. Les actifs nets déclarés de l'ancienne présidente de la Chambre Nancy Pelosi, ainsi que de son mari Paul Pelosi, valent plus de 114 millions de dollars américains, et la majorité de leur richesse provient d'investissements tels que des actions et des options, a déclaré The Hill dans un article le 24 juillet 2022. En mars 2021, Paul a acheté 25 000 actions Microsoft d'une valeur de plus de 5 millions de dollars. Moins de deux semaines plus tard, l'armée américaine a révélé un accord de 21,9 milliards de dollars avec Microsoft. Les actions de la société ont fortement augmenté après l'annonce de l'accord. En juin 2022, Paul a acheté pour 5 millions de dollars d'actions à Nvidia, l'une des principales sociétés de semi-conducteurs. L'achat est intervenu alors que le Congrès était sur le point de voter une législation qui entraînerait 52 milliards de dollars de subventions allouées pour élever l'industrie de la production de puces. Pendant le mandat de Nancy Pelosi en tant que présidente de la Chambre, les Pelosis ont gagné environ 30 millions de dollars grâce à des transactions impliquant de grandes entreprises technologiques que l'ancien président de la Chambre est chargé de réglementer. Sur les 435 membres de la Chambre, 183 ont échangé des actions par eux-mêmes ou par des membres de leur famille immédiate de 2019 à 2021, a déclaré le Daily Mail dans un article daté du 13 septembre 2022. Il a ajouté qu'au moins 97 parlementaires ont acheté ou vendu des actions, des obligations ou d'autres actifs financiers par eux-mêmes ou leurs conjoints qui ont directement recoupé leur travail au Congrès. Une enquête du Wall Street Journal du 11 octobre 2022 a révélé que plus de

2600 responsables d'agences allant du département du commerce au département du Trésor ont divulgué des investissements en actions dans des entreprises alors que ces mêmes entreprises faisaient pression sur leurs agences pour obtenir des politiques favorables. Dans ce qui est devenu connu sous le nom de scandale des enfants contre de l'argent, les anciens juges de Pennsylvanie Mark Ciavarella et Michael Conahan ont fermé un centre de détention pour mineurs géré par le comté et ont accepté 2,8 millions de dollars de paiements illégaux de deux prisons à but lucratif, The Associated Press (AP) a rapporté le 18 août 2022. Ciavarella a poussé une politique de tolérance zéro qui garantissait qu'un grand nombre d'enfants seraient envoyés dans les établissements, a ajouté le rapport. De nombreux politiciens américains de premier plan faisaient des promesses vides aux électeurs tout en profitant financièrement de leurs positions.

La confiance du public dans la démocratie américaine continue de décliner.

Les universitaires américains Thomas R. Dye, Harmon Zeigler et Louis Schubert ont souligné dans leur livre « The Irony of Democracy: An Uncommon Introduction to American Politics » que peu d'Américains croient encore aujourd'hui que le gouvernement est dirigé pour le bénéfice du peuple. La plupart voient le système politique comme dirigé par quelques grands intérêts pour leur propre bénéfice, laissant de côté les citoyens ordinaires, ajoute le livre. 67 % des Américains pensent que la démocratie du pays est en danger d'effondrement, selon un sondage réalisé par The Quinnipiac University Poll le 31 août 2022. AP a déclaré dans un rapport du 19 octobre 2022 qu'il y avait un désespoir général à propos de démocratie en Amérique qui survient après des décennies de polarisation croissante à l'échelle nationale. Seulement 9 % des adultes américains pensent que la démocratie fonctionne « très bien », tandis que 52 % disent qu'elle ne fonctionne pas bien, a-t-il ajouté. PR Newswire a rapporté le 4 novembre 2022 qu'un sondage non partisan de More Perfect avant les élections de mi-mandat a montré que 86 % des électeurs ont déclaré que la démocratie américaine faisait face à de très graves menaces. 72 % des électeurs américains ont qualifié la santé de la démocratie américaine de mauvaise ; 64 % ont dit qu'il y a trop d'argent en politique ; 61 % pensent que la politique américaine est corrompue ; et 58 % pensaient qu'il y avait trop d'informations biaisées et de désinformation dans la démocratie américaine. Selon un sondage réalisé par NBC News le 9 novembre 2022, 72 % des électeurs démocrates, 68 % des électeurs républicains et 70 % des électeurs indépendants ont convenu que la démocratie était menacée.

III. Croissance de la discrimination et des inégalités raciales

Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a déclaré dans les observations finales sur les dixième à douzième rapports combinés des États-Unis d'Amérique publiés le 21 septembre 2022 que les héritages persistants du colonialisme et de l'esclavage continuent

d'alimenter le racisme et la discrimination raciale dans le pays.

Ces dernières années, les crimes haineux et les discours haineux aux États-Unis ont considérablement augmenté, le nombre de blessures et de décès par arme à feu liés à la race sont en augmentation constante, et les personnes de couleur ainsi que les minorités ethniques continuent de faire l'objet d'une discrimination systématique dans les soins médicaux, l'éducation, le logement et d'autres domaines, a indiqué l'agence.

La discrimination raciale est répandue.

Les complexes raciaux d'infériorité et de supériorité sont profondément ancrés dans les systèmes américains et sont devenus « inextricables ». Des entretiens avec plus de 3000 Afro-Américains ont montré que 82 % d'entre eux considéraient le racisme comme un problème majeur pour les descendants d'Africains aux États-Unis, tandis que 79 % ont déclaré avoir été victimes de discrimination en raison de leur race ou de leur origine ethnique, et 68 % ont déclaré que la discrimination raciale était la principale raison pour laquelle de nombreux Noirs ne peuvent pas aller de l'avant, a rapporté CNN le 30 août 2022. Selon une enquête publiée par le groupe Ipsos le 29 mars 2022, 65 % des Latino-Américains interrogés ont déclaré avoir subi des commentaires racistes au cours de l'année écoulée.

Les crimes de haine raciale restent élevés.

Quinze grandes villes américaines ont connu une croissance à deux chiffres des crimes de haine entre 2020 et 2021, et une augmentation d'environ 5 % des incidents motivés par des préjugés jusqu'en août 2022, selon une étude du Center for the Study of Hate and Extremism in California de l'Université d'État de San Bernardino. Dans un article intitulé « Hate Crime Reports Surge » publié le 21 octobre 2022, le Chicago Sun-Times a rapporté qu'au 18 octobre de cette année-là, le service de police de Chicago avait reçu des rapports sur 120 crimes de haine. Le 14 mai 2022, Payton Gendron, un tueur blanc de 19 ans, a tué 10 Afro-Américains et blessé trois autres lors d'un massacre raciste dans un supermarché de Buffalo, New York. Le tueur a également filmé l'attaque pour une diffusion en direct. Selon un rapport publié en février 2023 par l'Anti-Defamation League basée aux États-Unis, le nombre de massacres aux États-Unis a grimpé en flèche au cours de la dernière décennie, et tous les meurtres d'extrémistes identifiés en 2022 étaient liés à l'extrémisme de droite, avec un nombre élevé lié à la suprématie blanche. Le rapport ajoute : « Il n'est pas exagéré de dire que nous vivons à une époque de massacres extrémistes ».

Crimes de haine endémiques contre les Américains d'origine asiatique.

Un bulletin publié par l'organisation à but non lucratif Stop AAPI Hate montre qu'elle a reçu des rapports sur près de 11 500 incidents haineux entre le 19 mars 2020 et le 31 mars 2022. Un sondage en ligne de la société de recherche AAPI Data a révélé qu'un Américain d'origine asiatique sur six dans

tout le pays a connu des violences raciales en 2021, a rapporté le Los Angeles Times le 22 mars 2022. Le New York Times a rapporté le 14 mars 2022 qu'un homme de 28 ans avait été accusé de crimes haineux dans le cadre d'un vague d'attaques contre sept femmes d'origine asiatique à Manhattan, et quatre New-Yorkais asiatiques sont morts ces derniers mois après avoir été attaqués. CNN a rapporté le 30 novembre 2022 qu'à Yonkers, un homme a frappé une femme asiatique âgée plus de 100 fois, lui a lancé des injures racistes, a piétiné son corps à plusieurs reprises et lui a craché dessus. Le Houston Public Media a rapporté le 22 août 2022 plusieurs attaques contre des personnes d'origine asiatique à San Francisco. L'une des victimes, Amy Li, a déclaré qu'elle voyait toujours l'agresseur dans son quartier presque tous les jours. « J'ai signalé ce cas à la police et je n'ai eu aucune nouvelle depuis... Chaque jour, mon fils et moi vivons dans la peur ».

57 % des Américains d'origine asiatique ont déclaré qu'ils se sentaient souvent ou parfois en danger dans les lieux publics en raison de leur race ou de leur origine ethnique, 81 % des membres de ce groupe ont convenu que la violence contre la communauté américaine d'origine asiatique était en augmentation et 73 % ont déclaré que la violence posait davantage de problèmes maintenant qu'avant la pandémie, selon un rapport publié sur le magazine médical Health Affairs le 12 avril 2022. Selon le témoignage d'Erika Lee, professeure d'histoire et d'études asiatiques américaines à l'Université du Minnesota sur la discrimination et les violences contre les Américains d'origine asiatique devant une audience du Congrès américain, « Aussi choquants que soient ces incidents, il est essentiel de comprendre qu'il ne s'agit pas d'actes aléatoires perpétrés par des individus dérangés. Ils sont l'expression de notre pays et de sa longue histoire de racisme systémique et de violence raciale ciblant les Américains d'origine asiatique et les insulaires du Pacifique ».

Discrimination raciale enracinée dans l'application des lois et la justice.

Un rapport final de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a révélé qu'il est encore largement courant aux États-Unis que les responsables de l'application des lois utilisent une violence excessive contre les personnes de couleur et les groupes minoritaires et obtiennent l'impunité. Les statistiques du site Web Mapping Police Violence montrent que dans les meurtres commis par la police entre 2013 et 2022, les Noirs américains étaient 2,78 fois plus susceptibles d'être tués par la police que les Blancs. À Boston, Minneapolis et Chicago, les Noirs sont 20 fois plus susceptibles que les Blancs d'être tués par la police. Citant un rapport du registre national des exonérations, la radio publique nationale (NPR) a rapporté le 27 septembre, 2022 que les Noirs représentent moins de 14 % de la population américaine, mais ils représentent 53 % de ceux qui ont été faussement condamnés pour un crime grave puis libérés après avoir purgé au moins une partie de leur peine. Les Noirs américains sont environ sept fois plus susceptibles que les Blancs d'être condamnés à tort pour trois crimes majeurs, et les Noirs étaient 19 fois plus susceptibles d'être condamnés à tort pour des crimes liés à la drogue, a-t-il

ajouté. Le système de justice pénale imprégné de racisme « sert de plus en plus de passerelle majeure vers un système beaucoup plus large de stigmatisation et de marginalisation à long terme », note le livre publié par la National Academies Press, « The growth of incarceration in the United States » : Exploring causes et conséquences ».

Élargissement de l'écart de richesse raciale.

Les travailleurs de couleur sont depuis longtemps contraints de faire littéralement du « linge sale » en raison des barrières racistes auxquelles ils sont confrontés dans l'emploi. CNN a rapporté le 30 août 2022 que les deux tiers des Noirs américains ont déclaré que la récente concentration accrue sur la race et les inégalités raciales aux États-Unis n'avait pas conduit à des changements qui améliorent la vie des Noirs. Une récente étude à long terme, co-publiée par des chercheurs de l'Université de Princeton et de l'Université de Bonn, a révélé que l'écart de richesse raciale est la plus grande des disparités économiques entre les Américains noirs et blancs, avec un ratio de richesse par habitant entre Blancs et Noirs de 6 contre 1. La convergence de la richesse raciale entre les Noirs et les Blancs après l'abolition de l'esclavage a suivi un chemin encore plus lent, puis s'est arrêtée dans les années 1950. Depuis les années 1980, l'écart de richesse s'est à nouveau creusé, les gains en capital ayant principalement profité aux ménages blancs. En 2021, 19,5 % des Noirs vivant aux États-Unis vivaient en dessous du seuil de pauvreté, contre 8,2 % des Blancs, a déclaré le département de recherche de Statista dans un rapport du 30 septembre 2022. Plus de la moitié des ménages noirs et latinos et plus des deux tiers des Amérindiens ont déclaré que les récentes augmentations de prix entraînées par l'inflation leur avaient causé de graves problèmes financiers, selon un sondage national publié conjointement par NPR, la Fondation Robert Wood Johnson et la Harvard TH Chan School of Public Health en août L'impact de l'inflation sur les Noirs américains est « extrêmement dévastateur », a déclaré le professeur William Darity Jr. de l'Université Duke.

Discrimination dans les politiques du logement.

Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a déclaré dans ses observations finales qu'il existe un degré élevé de ségrégation raciale résidentielle, une politique persistante et une discrimination légale dans l'accès au logement fondée sur la race, la couleur et l'origine nationale ou ethnique. Selon un rapport de la BBC du 10 juillet 2022, l'écart entre les taux d'accession à la propriété des Blancs et des Noirs aux États-Unis est le plus élevé depuis 120 ans. Quelque 19,4 % des candidats noirs se sont vu refuser un prêt hypothécaire en 2021, contre 10,8 % des Blancs demandeurs, selon la société immobilière Zillow. Pour de nombreux propriétaires noirs, les taux d'intérêt sont déjà souvent plus élevés que ceux de leurs homologues blancs, quel que soit leur revenu, The Hill a cité une étude de l'Université Harvard de 2021 le 28 août 2022.

Grave inégalité raciale dans les services de santé.

Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a déclaré dans ses observations finales que les minorités raciales et ethniques sont touchées de manière disproportionnée par des taux plus élevés de mortalité et de morbidité maternelles. Les disparités ethniques et raciales dans le taux de mortalité maternelle ont considérablement augmenté. Le taux a nettement augmenté pour les femmes noires non hispaniques en 2020, 2,9 fois plus que pour les femmes blanches non hispaniques, selon un rapport publié par le National Center for Health Statistics le 23 février 2022. Une étude a montré que les disparités raciales et ethniques persistent chez les patients ambulatoires traités pour le Covid-19 parmi les patients noirs, hispaniques et amérindiens, selon le rapport des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis publié le 28 octobre 2022. La pandémie de Covid-19 a eu un impact disproportionné sur les groupes de minorités raciales et ethniques, affirme le rapport. Des services de santé inéquitables affectent le droit à la vie des patients appartenant à des minorités. Les populations hispaniques de Californie ont perdu 5,7 ans d'espérance de vie entre 2019 et 2021. Les populations noires ont perdu 3,8 ans, et les populations asiatiques ont perdu 3 ans, tandis que les populations blanches ont perdu 1,9 an, selon une étude de la Princeton School of Public and International Affairs publiée le 7 juillet 2022.

Les Indiens d'Amérique n'ont pas vu leur misère allégée. « La racine fondatrice de l'Amérique a été le génocide colonial de ses peuples autochtones. Cette racine reste un pilier fondamental de la société américaine et imprègne la culture américaine ». Le département américain de l'Intérieur a publié la première partie de l'Initiative fédérale des pensionnats indiens le 11 mai 2022. Il admet les efforts passés du gouvernement fédéral pour assimiler les enfants amérindiens à la société blanche américaine en les séparant de leurs familles et en les dépouillant de leurs langues et cultures.

L'examen note que de 1819 à 1969, il y avait 408 écoles fédérales dans 37 États. Les enfants et les adolescents de ces écoles ont été soumis à des méthodologies systématiques de militarisation et d'altération de l'identité par le gouvernement fédéral, notamment l'obtention de noms anglais, des coupes de cheveux et l'interdiction d'utiliser leur langue maternelle et d'exercer leur religion. L'enquête initiale a révélé que 19 internats étaient responsables de la mort de plus de 500 enfants amérindiens, autochtones de l'Alaska et hawaïens. Le nombre de décès enregistrés devrait atteindre des dizaines de milliers au fur et à mesure que l'enquête est en cours.

C'était un génocide, a déclaré Marsha Small, une chercheuse du nord de Cheyenne.

Donald Neconie, un ancien d'une tribu amérindienne qui était autrefois étudiant dans un pensionnat indien soutenu par le gouvernement, a témoigné des épreuves qu'il a endurées, notamment des passages à tabac, des coups de fouet, des agressions sexuelles, des coupes de cheveux forcées et des surnoms

douloureux. Neconie se souvient avoir été battu s'il parlait sa langue natale Kiowa, « Chaque fois que j'essayais de parler Kiowa, ils mettaient de la lessive dans ma bouche ». « C'était 12 ans d'enfer », a-t-il déclaré. « Je ne pardonnerai jamais, jamais à cette école pour ce qu'ils m'ont fait ».

La misère que les Indiens d'Amérique ont endurée historiquement persiste jusqu'à aujourd'hui. Les ménages minoritaires ont déclaré que les hausses de prix entraînées par l'inflation leur avaient causé de « graves problèmes financiers ». Il est encore plus élevé chez les Amérindiens, ce nombre atteignant plus des deux tiers des personnes interrogées, selon un rapport NPR du 8 août 2022.

Selon l'analyse d'un rapport publié par USA Today le 19 septembre 2022. Plus de 90 % des décès de mères autochtones auraient pu être évités. « Chez les Afro-Américains et les Amérindiens, nous constatons cette disparité historique et malheureuse ainsi que constante dans les résultats », a déclaré le Dr Andrea Jackson, chef de division d'obstétrique et de gynécologie à l'Université de Californie à San Francisco.

IV. Aggravation de la crise de subsistance parmi les sous-classes américaines

Le pays voit l'écart de richesse s'élargir, la détérioration des conditions de vie des groupes à faible revenu, l'augmentation du nombre de sans-abri, la toxicomanie potentiellement mortelle et la baisse de l'espérance de vie moyenne. La sous-classe américaine est confrontée à une grave crise de survie.

L'écart de richesse s'est encore creusé. Les États-Unis sont une société pauvre avec de nombreux super-riches. À travers une analyse approfondie de la société américaine, la *New Class Society : Goodbye American Dream*, démontre le large éventail d'inégalités fondées sur la classe, le sexe et la race aux États-Unis. Co-écrit par Earl Wysong, professeur de sociologie à l'Université d'Indiana Kokomo, Robert Perrucci, professeur de sociologie à l'Université Purdue, et David Wright, professeur de sociologie à l'Université d'État de Wichita, la quatrième édition de ce livre montre qu'une nouvelle double polarité des structures sociales a émergé, avec une classe privilégiée, composée des 20 % les plus riches de la population, et une nouvelle classe ouvrière, composée de 80 % de la population qui vit au bas de la société et devient de plus en plus pauvre et instable. Selon les données publiées par Statista Research Department, le 30 septembre 2022, le coefficient de Gini aux États-Unis a atteint un niveau record de 0,49 en 2021, alors que le taux de pauvreté a augmenté pour la deuxième année consécutive avec 37,9 millions de personnes vivant dans la pauvreté. Les statistiques de la Réserve fédérale américaine montrent que la richesse totale des 1 % les plus riches de la population américaine a atteint un record de 45,9 billions de dollars américains à la fin du quatrième trimestre 2021 et que leur fortune a augmenté de plus de 12 billions de dollars, soit plus d'un tiers, pendant la pandémie de COVID-19. Sur les quelque 1,7 billion de dollars d'épargne

excédentaire détenus par les familles américaines à la mi-2022, environ 1,35 billion de dollars étaient détenus par la moitié supérieure des revenus, tandis que seulement 350 milliards de dollars par la moitié inférieure. L'inflation continue de nuire aux ménages à faible revenu. Alors que l'épargne des résidents américains a diminué, les nécessités comme la réparation automobile, la nourriture et le logement deviennent nettement plus chères, a rapporté le New York Times le 25 novembre 2022. Dans le même temps, les prix ont grimpé de 7,7 % au cours de l'année jusqu'en octobre, ayant l'impact négatif le plus grave sur les groupes à faible revenu. Lael Brainard, gouverneur de la Réserve fédérale, a déclaré que les ménages à faible revenu consacraient 77 % de leur revenu aux produits de première nécessité, contre seulement 31 % pour les ménages à revenu plus élevé. Une analyse publiée par la National Energy Assistance Directors Association le 12 avril 2022 a montré que pour les familles à revenu faible ou moyen, qui constituent les 40 % des ménages les plus pauvres de la société américaine.

Le nombre des sans-abri a considérablement augmenté.

Selon le rapport annuel d'évaluation du sans-abrisme de 2022 publié par le département américain du logement et du développement urbain, plus de 580 000 Américains ont été sans abri en 2022, 40 % d'entre eux vivant dans des endroits non abrités comme dans la rue, dans des bâtiments abandonnés, ou dans d'autres endroits impropres à l'habitation humaine. Au cours des trois dernières années, le nombre de personnes sans domicile fixe a augmenté d'au moins 22 500 pour atteindre 173 800 en Californie. Cependant, l'État ne fournit qu'environ 5000 lits aux sans-abri, contre un maximum de plus de 16 000 chambres en août 2020, selon le Département des Services sociaux de l'État.

Selon une étude publiée dans la California Law Review par Sara K. Rankin, professeur à la faculté de droit de l'université de Seattle et fondatrice et directrice du Homeless Rights Advocacy Project, les sans-abri aux États-Unis sont généralement les « groupes marginalisés, tels que les réfugiés, les personnes de couleur et les pauvres » qui sont victimes de persécution, de détention, d'incarcération ou de ségrégation qui les empêchent de s'intégrer dans leurs communautés. Cela expose la discrimination systémique qui existe aux États-Unis.

L'espérance de vie moyenne a considérablement diminué. Un rapport publié par le National Center for Health Statistics des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis en août 2022 a montré que l'espérance de vie aux États-Unis avait chuté de 2,7 ans au total entre 2019 et 2021 pour atteindre 76,1 ans, le plus bas taux depuis 1996. Les Amérindiens hispaniques et les Amérindiens de l'Alaska ont connu la plus forte baisse – 6,6 ans. Les baisses spectaculaires de l'espérance de vie sont rares en temps de paix. Les données publiées par les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis montrent qu'au 29 décembre 2022, les États-Unis ont signalé plus de 1,08 million de décès dus au Covid-19, dont plus de 260 000 en 2022. Alors que les politiciens américains sont discrets sur l'espérance de vie moyenne du pays, c'est probablement la mesure la plus importante pour évaluer à quel

point il fait bon vivre dans un pays et même, dans une certaine mesure, à quel point un pays est grand, a rapporté le journal allemand Die Welt le 15 janvier 2023. En plus de la pandémie de Covid-19, les causes de la baisse spectaculaire de l'espérance de vie aux États-Unis comprennent la toxicomanie, la violence armée, etc. Selon une étude conjointe publiée dans le British Medical Journal par des universitaires de la Virginia Commonwealth University, de l'Université du Colorado à Boulder et de l'Urban Institute, « La détérioration de la situation sanitaire, les taux de mortalité élevés et l'injustice persistante contre les minorités aux États-Unis sont en grande partie le produit de choix politiques à long terme et d'un racisme systémique. La mortalité massive du Covid-19 reflète non seulement des choix politiques américains inappropriés en réponse à la pandémie ».

Les drogues et l'abus de substances mettent en danger la vie et la santé.

Selon une enquête publiée par la US Substance Abuse and Mental Health Services Administration, 59,3 millions d'Américains de plus de 12 ans ont abusé de drogues en 2020. Selon une étude publiée par le Manhattan Institute for Policy Studies le 4 août 2022, le nombre d'Américains qui meurent à cause de l'usage de drogues et de toxicomanie a considérablement augmenté ces dernières années, plus de 100 000 par an. Plus de 107 000 cas impliquant des décès par surdose de drogue se sont produits au cours de la période de 12 mois se terminant en août 2022, selon les données du CDC américain. Marta Sokolowska, directrice adjointe du centre pour la consommation de substances et la santé comportementale au Center for Drug Evaluation and Research de la FDA, a souligné que la toxicomanie est devenue l'une des crises de santé publique les plus dévastatrices aux États-Unis.

L'absence de gouvernance met en danger les droits environnementaux.

L'American Broadcasting Company a rapporté le 21 juin 2022 qu'en Louisiane, une grande quantité de déchets industriels a conduit à de nombreuses « allées du cancer » le long du fleuve Mississippi, qui présente un risque de cancer 95 % fois plus élevé en raison de la pollution de l'air que le reste du pays. Le Chicago Tribune a rapporté le 13 juillet 2022 qu'au moins une substance per- et poly-fluoroalkyle, connue sous le nom de produits chimiques pour toujours, qui peut être nocive pour la santé, a été détectée dans l'eau potable de plus de 8 millions d'habitants de l'Illinois, ce qui représente environ 60 % de la population locale. Dans le contexte de la détérioration de la situation environnementale, la Cour suprême des États-Unis a statué en juin 2022 que l'Environmental Protection Agency n'avait pas le droit de réglementer les émissions de carbone sans l'autorisation du Congrès, ni d'exiger que les centrales électriques passent des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. Stéphane Dujarric, porte-parole des Nations unies, a souligné que la décision de la Cour suprême des États-Unis était « un revers dans notre lutte contre le changement climatique ».

V. Régression historique des droits des femmes et des enfants

En 2022, un revers majeur s'est produit dans la protection des droits des femmes et des enfants aux États-Unis. Le droit des femmes à l'avortement a perdu sa protection constitutionnelle. Les agressions sexuelles dans les écoles, l'armée et les prisons sont restées élevées. La vie et les droits juridiques des enfants étaient gravement menacés.

Interdire l'avortement viole les droits des femmes. En 2022, la Cour suprême des États-Unis a annulé *Roe v. Wade* et *Planned Parenthood v. Casey* qui garantissaient le droit à l'avortement des femmes. Elle a mis fin à près de 50 ans de droits à l'avortement protégés par la Constitution et cela a conduit à une interdiction de l'avortement dans environ la moitié des États. Reuters a rapporté le 1er décembre 2022 que le procureur général de l'Indiana avait demandé au conseil médical de l'État de sanctionner un médecin de l'Indiana qui avait pratiqué un avortement sur une victime de viol de 10 ans de l'Ohio alors que l'Ohio interdisait l'avortement après six semaines de grossesse. La BBC a rapporté le 29 juin 2022 que le secrétaire américain à la Santé, Xavier Becerra, a déclaré : « Il est difficile de croire que l'Amérique recule, recule, alors que le reste du monde s'efforce de donner aux femmes le type de droits qu'elles devraient avoir depuis longtemps ». Michelle Bachelet, alors haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a souligné le 24 juin 2022 que la décision de la Cour suprême des États-Unis sur l'avortement est « un coup dur pour les droits humains des femmes et l'égalité des sexes ». La décision « représente un revers majeur après cinq décennies de protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs aux États-Unis via *Roe v. Wade* ».

Les agressions sexuelles des femmes sont choquantes.

Une étudiante sur cinq aux États-Unis a déclaré avoir été agressée sexuellement à l'université, et le traumatisme a affecté toute son expérience éducative. CNN a rapporté le 1er septembre 2022 que les signalements d'agressions sexuelles dans l'armée américaine ont augmenté de 13 % en 2021, près d'un quart des femmes soldats déclarant avoir été agressées sexuellement dans l'armée et plus de la moitié affirmant avoir été sexuellement harcelées. Le Sénat américain a publié un rapport d'enquête le 13 décembre 2022, indiquant qu'au cours de la dernière décennie, des cas d'agressions sexuelles sur des détenues par des administrateurs de prison se sont produits dans plus des deux tiers des prisons fédérales, avec 5415 cas déposés par les autorités des prisons américaines. L'Associated Press a rapporté le 6 février, 2022 qu'en 2020, il y avait eu 422 plaintes contre des administrateurs de prison pour agression sexuelle sur des détenus. Une prison fédérale pour femmes à Dublin, en Californie, a été surnommée un « club de viol », où les détenues disent avoir été victimes d'agressions sexuelles endémiques de la part d'agents correctionnels et même du directeur.

La violence armée rampante menace la vie des enfants.

La Kaiser Family Foundation a publié un rapport le 14 octobre 2022, indiquant que de 2011 à 2021, près de 18 500 enfants âgés de 17 ans et moins ont été tués par la violence armée aux États-Unis. En 2021, sept enfants en moyenne par jour ont été tués par balles. Le Washington Post a rapporté le 11 décembre 2022 qu'en 2022, plus de 5800 enfants de moins de 18 ans ont été blessés ou tués par des tirs aux États-Unis. Au 1er décembre 2022, les fusillades mortelles impliquant des enfants avaient plus que doublé par rapport à 2021, et les fusillades non mortelles impliquant des enfants avaient également augmenté de 80 %. En juin 2022, le président américain Joe Biden a admis publiquement que « les armes à feu sont le tueur numéro un d'enfants aux États-Unis d'Amérique ». Plus que les accidents de voiture et plus que le cancer.

Les fusillades dans les écoles continuent d'augmenter. Les États-Unis sont le pays où les fusillades dans les écoles sont les plus fréquentes au monde. Selon la « K-12 School Shooting Database », le nombre de fusillades dans les écoles aux États-Unis en 2022 était de 302, le taux le plus élevé depuis 1970 ; Le nombre de victimes a atteint 332, le plus élevé des cinq dernières années. Le 24 mai 2022, une grave fusillade de masse a eu lieu à la Robb Elementary School à Uvalde, au Texas. Un lycéen de 18 ans est entré sur le campus avec un fusil de type AR-15 acheté dans un magasin d'articles de sport et a tué 19 étudiants et deux enseignants. La fusillade est considérée comme la plus meurtrière après la fusillade de l'école élémentaire Sandy Hook en 2012. Dans ses remarques sur l'incident, le président américain Joe Biden a admis que depuis la fusillade de l'école élémentaire Sandy Hook il y a dix ans, il y avait eu plus de 900 fusillades signalées dans les écoles. « Ce qui m'a frappé, c'est que ce genre de fusillades de masse se produit rarement ailleurs dans le monde », a-t-il déclaré. Le Washington Post a rapporté le 28 mai 2022 que la « K-12 School Shooting Database » avait enregistré plus de 2500 cas de menaces de fusillades dans les écoles depuis 2018. Selon un rapport de la BBC du 25 mai 2022, Cheryl Lero Jonson, un expert américain des fusillades dans les écoles, a souligné que les jeunes Américains d'aujourd'hui sont devenus la « génération des tirs de masse ».

Les taux de pauvreté des enfants sont disproportionnellement élevés.

Selon les données publiées par le US Census Bureau le 13 septembre 2022, le taux de pauvreté national aux États-Unis en 2021 était de 12,8 % et le taux de pauvreté des enfants était de 16,9 %. Dans les États du Mississippi et de la Louisiane, ainsi qu'à Washington, DC, les taux de pauvreté des enfants atteignaient respectivement 27,7 %, 26,9 % et 23,9 %. Des recherches menées par le Center on Poverty and Social Policy de l'Université de Columbia ont souligné que le taux de pauvreté des enfants aux États-Unis est passé de 12,1 % en décembre 2021 à 16,6 % en mai 2022, ce qui représente 3,3 millions d'enfants supplémentaires dans la pauvreté. Le livre « Invisible Americans: The tragique cost of child Poverty » écrit par le chroniqueur américain Jeff Madrick souligne que les États-Unis sont un pays avec des attitudes

historiquement biaisées envers la pauvreté, qui ne peuvent même pas s'entendre sur le nombre d'Américains pauvres là-bas, sans parler de la réduction du nombre de pauvres et d'enfants pauvres. Si on le mesure selon une norme plus juste et plus récente, le nombre réel de pauvres aux États-Unis est d'environ 60 millions, et celui des enfants pauvres peut dépasser 20 millions. « La pauvreté des enfants aux États-Unis est une honte ».

L'utilisation illégale du travail des enfants persiste malgré des interdictions répétées.

Selon les chiffres estimés par le National Center for Farmworker Health, une organisation américaine à but non lucratif, entre 300 000 et 800 000 mineurs étaient employés dans des fermes aux États-Unis. Le magazine Slate a souligné que les employeurs de la restauration rapide ont commis une série de violations du travail des enfants, obligeant les adolescents à travailler des heures excessives qui violent les limites protégeant la santé et l'éducation des enfants. L'interdiction constante du travail des enfants se solde par un échec, la cause profonde se trouvant dans les failles du système juridique américain. Touchés par la pandémie de Covid-19 et la crise de la chaîne d'approvisionnement, les États-Unis souffrent de pénuries de main-d'œuvre. De nombreux États ont adopté de nouveaux projets de loi pour prolonger les heures de travail des mineurs. Selon le Département américain du Travail, des millions d'adolescents américains étaient employés dans l'agriculture, la restauration, la vente au détail, le divertissement et la construction en 2022. Selon le rapport de Reuters publié le 28 février 2023, le problème de l'emploi illégal de mineurs est devenu de plus en plus grave avec une 70 % d'augmentation des violations du travail des enfants depuis 2018. Selon les statistiques du Département américain du Travail, au cours du dernier exercice, 835 entreprises ont violé les lois sur le travail des enfants en employant 3800 mineurs, et il y a eu une augmentation de 26 % l'emploi de mineurs dans des travaux dangereux. Le journal USA Today a rapporté le 13 novembre 2022 qu'une entreprise de nettoyage industriel du Wisconsin est accusée d'employer illégalement plus de 30 enfants, âgés de 13 à 17 ans, comme nettoyeurs dans des usines de conditionnement de viande et des fermes. Plusieurs employés mineurs ont été blessés au travail, dont un adolescent de 13 ans brûlé par des produits chimiques de nettoyage caustiques. Reuters a rapporté le 16 décembre 2022 qu'au moins quatre grands fournisseurs de constructeurs automobiles ont employé des enfants dans des usines de l'Alabama, et des agences de recrutement ont fourni des mineurs immigrés pour travailler dans des usines. Aujourd'hui, les États-Unis sont toujours le seul pays parmi les 193 États membres des Nations unies qui n'a pas apposé sa signature sur la Convention relative aux droits de l'enfant. Les perspectives de résoudre son problème de travail des enfants restent faibles.

Les conditions des centres de détention pour mineurs sont dures. Le Houston Chronicle a rapporté le 23 août 2022 que les conditions sont mauvaises dans le centre de détention pour mineurs situé à Gatesville, au Texas. Des adolescents purgeant des peines pour des crimes graves sont enfermés seuls dans des cellules exigües pendant 23 heures par jour. Au lieu de faire des pauses toilettes, on leur donne des bouteilles d'eau vides pour se soulager.

Les programmes sportifs et autres activités visant à réhabiliter et réorienter les jeunes en difficulté ont été supprimés. Au lieu d'assister aux cours, ils obtiennent des dossiers de travail à remplir dans leurs cellules, ce qui les empêche d'avoir accès à des conseils et à une thérapie. Le Los Angeles Times a rapporté le 29 novembre 2022 que le système de détention pour mineurs du comté de Los Angeles était dans le chaos. La pénurie de personnel dans les centres de détention pour mineurs a conduit à de fréquents incidents de conflits entre jeunes détenus et à des corrections violentes par les gardiens de prison. L'isolement accru, le manque de structure de soutien et la violence ont des effets néfastes sur la santé mentale des jeunes incarcérés. Un mineur incarcéré a déclaré qu'il ne se sentait pas « traité comme un être humain ».

VI. Violation des droits de l'homme d'autres pays et piétinement de la justice

Le savant américain John Mearsheimer souligne que dans le cadre de la politique « d'hégémonie libérale », les États-Unis ont tendance à provoquer constamment des guerres, ce qui accroît les conflits dans le système international et crée de l'instabilité. « Ces conflits armés finissent généralement par échouer, parfois de manière désastreuse, et principalement aux dépens de l'État prétendument sauvé par le goliath libéral ». Les États-Unis mènent une politique de puissance au sein de la communauté internationale, recourent fréquemment à la force, provoquent des « guerres par procuration », imposent sans discernement des sanctions unilatérales, violent gravement les droits des immigrés et refusent de fermer le camp de détention de Guantanamo Bay, devenant ainsi un saboteur de la paix et du développement dans le monde et une pierre d'achoppement au progrès des droits de l'homme.

Les opérations militaires à l'étranger ont causé des catastrophes humanitaires. Le 20 décembre 2022, le média américain à but non lucratif Common Dreams a souligné dans un article intitulé « Warren, Jacobs Accuse Pentagon of Vastly Undercounting Civilians Killed by US Military » que, selon les données du groupe de surveillance basé au Royaume-Uni Airwars, les frappes aériennes américaines ont tué à elles seules jusqu'à 48 000 civils dans près de 100 000 bombardements en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Pakistan, en Somalie, en Syrie et au Yémen depuis 2001. Selon les données publiées par le projet Costs of War de l'Université Brown, depuis le XXI^e siècle, le gouvernement américain a entrepris ce qu'il a qualifié d'activités de « contre-terrorisme » dans 85 pays, tuant directement au moins 929 000 personnes et déplaçant 38 millions de personnes. Et les opérations militaires des États-Unis à travers le monde ont violé la liberté et les droits humains des personnes aux États-Unis et dans d'autres pays. Une femme et deux enfants ont été tués lors de frappes de drones américains dans la région d'Al-Hadba à Al-Wadi, au Yémen, le 30 novembre 2022. « C'est la violence qui caractérise les États-Unis modernes chez eux et dans leur conduite à l'étranger – de la prévalence des décès liés aux armes à feu aux controverses sur les actions militaires préventives et les frappes de drones ».

Les États-Unis provoquent des « guerres par procuration » dans les coulisses.

Afin de poursuivre leurs propres intérêts, les États-Unis sont ceux qui, dans les coulisses, provoquent des guerres dans d'autres pays et régions. Colm Quinn, rédacteur à Foreign Policy, a publié un article le 14 juillet 2022, affirmant que les opérations américaines ne se limitent plus au Moyen-Orient, mais ont élargi, de manière plus secrète, leur portée géographique. Katherine Yon Ebright, avocate au programme de liberté et de sécurité nationale du Brennan Center for Justice, l'a décrit comme une « guerre à empreinte légère ». Dans le cadre d'un programme connu sous le nom de 127e, les forces d'opérations spéciales américaines sont autorisées à former des forces par procuration pour mener à bien des missions américaines à l'étranger. Les militants étrangers ont accès à l'armement, à la formation et au soutien du renseignement des États-Unis et sont envoyés dans des missions dirigées par les États-Unis contre des objectifs de soi-disant « ennemis des États-Unis ». De 2017 à 2020, le Pentagone a lancé 23 « guerres par procuration » au Moyen-Orient et dans la région Asie-Pacifique. Au moins une douzaine de pays ont participé aux opérations visant la Syrie, le Yémen, l'Irak, la Tunisie, le Cameroun, la Libye et d'autres.

Imposition arbitraire à long terme de sanctions unilatérales.

Ces dernières années, les sanctions unilatérales imposées par les États-Unis à d'autres pays ont augmenté de façon exponentielle, ce qui a considérablement affaibli la capacité et le niveau de protection des droits humains des pays sanctionnés. Le journal bangladais The Daily Star a rapporté le 28 décembre 2022 que les États-Unis, l'exécuteur le plus prolifique des sanctions unilatérales au monde, ont actuellement mis en place des sanctions contre plus de 20 pays, dont Cuba depuis 1962, l'Iran depuis 1979, la Syrie depuis 2011 et l'Afghanistan ces dernières années. Beaucoup d'entre ces pays sont incapables de fournir des aliments et des médicaments essentiels à leurs populations. Le Washington Post a rapporté le 13 juin 2022 que près de la moitié de tous les Afghans n'ont pas assez à manger et que la malnutrition infantile est en augmentation. Le 20 décembre 2022, plusieurs experts indépendants du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont publié une déclaration commune selon laquelle les sanctions américaines contre l'Iran contribuent à nuire à l'environnement en Iran, empêchent tous les Iraniens de jouir pleinement de leurs droits à la santé et à la vie et violent les droits du peuple iranien à un environnement sain. Le 10 novembre 2022, Alena Douhan, Rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur la jouissance des droits de l'homme, a déclaré que les sanctions unilatérales ont exacerbé les souffrances du peuple syrien et constituent une grave violation des droits de l'homme. L'imposition gratuite de sanctions par les États-Unis a déclenché des crises des droits de l'homme dans d'autres pays, ce qui a été fermement condamné par la communauté internationale. Le 3 novembre 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a voté, pour la 30e fois consécutive, pour condamner les sanctions américaines.

Atteinte répétée et délibérée à la gouvernance climatique mondiale.

Les États-Unis sont le plus grand émetteur au monde avec le plus d'émissions de gaz à effet de serre en termes cumulés, leurs émissions de carbone par habitant restant élevées. L'Amérique refuse de ratifier le Protocole de Kyoto, s'est retirée arbitrairement de l'Accord de Paris et a retardé le respect de ses engagements dans le cadre du Fonds vert pour le climat. Même après être revenus à l'Accord de Paris, les États-Unis n'ont pas encore transformé leurs engagements en actes. Au lieu de cela, ils ont utilisé la question du changement climatique comme un outil partisan de manipulation politique. Selon les estimations publiées par la société de recherche économique américaine Rhodium Group le 10 janvier 2023, les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis ont augmenté de 1,3 % en 2022. Le pays manque de sincérité et d'efficacité dans le respect des obligations découlant de l'Accord de Paris. Le projet Costs of War publié par l'Université Brown révèle que le Département américain de la Défense est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre au monde. Les actions militaires américaines après le 11 septembre dans le monde entier ont « contribué de manière significative » au changement climatique.

Les politiques d'immigration exclusive créent des tragédies.

Les États-Unis arrêtent à grande échelle des migrants dans leur zone frontalière sud, créant une grave crise humanitaire. Près de 2,4 millions de migrants ont été arrêtés à la frontière américaine en 2022, soit une augmentation de 37 % par rapport à 2021 et le nombre le plus élevé jamais enregistré. Le droit à la vie des migrants est gravement menacé. Fox News a rapporté le 22 octobre 2022 que 856 migrants sont morts à la frontière sud des États-Unis en 2022, le nombre le plus élevé jamais enregistré. Le Mexico News Daily a rapporté le 16 novembre 2022 que le gouverneur du Texas, Greg Abbott, avait déclaré une « invasion » de migrants à la frontière américano-mexicaine, affirmant qu'il prendrait des mesures telles que l'envoi de la Garde nationale pour expulser les immigrants illégaux et le déploiement de canonnières pour sécuriser la frontière. CNN a rapporté le 16 décembre 2022 qu'aux États-Unis les politiques d'immigration mettent les migrants et les demandeurs d'asile en danger, des milliers d'entre eux étant enlevés, agressés sexuellement ou violemment attaqués. La politique d'immigration a été sévèrement déchirée en raison de la polarisation politique. Les migrants ont été réduits à un outil de division partisane, confrontés à une xénophobie extrême et à des traitements cruels. La farce du « dumping » des migrants a été mise en scène à grande échelle. CNN a rapporté le 26 décembre 2022 que plus de 100 migrants, y compris des enfants, ont été transportés à Washington DC et abandonnés sur le bord de la route la veille de Noël en 2022. La température était en dessous de zéro et certains migrants ne portaient que des T-shirts pour face au froid.

Les États-Unis refusent de fermer le camp de détention de

Guantanamo Bay.

Le camp de détention de Guantanamo Bay, créé en 2002, abritait autrefois environ 780 personnes, dont la plupart étaient détenues sans procès et soumises à des traitements cruels et inhumains. Le camp est « un horrible chapitre des violations incessantes des droits de l'homme » par les États-Unis. Fionnuala Ní Aoláin, le rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, et d'autres experts indépendants ont publié une déclaration conjointe en janvier 2022, soulignant que le tristement célèbre centre de détention de Guantanamo est « une tache sur les États-Unis et l'engagement du gouvernement américain en faveur de l'état de droit ». Ils ont exigé que le gouvernement américain le ferme et fournisse un recours et une réparation aux personnes gravement torturées et détenues arbitrairement.

Source : *CCTV*